

JOHANN MORRI

Les non-communistes dans l'UNEF

C.E.D « On entend souvent dire que l'UNEF est animée « principalement par des étudiants communistes ». Qu'en penser ?

René Maurice : « Il y a à l'UNEF des communistes, des socialistes, des gaullistes, des chrétiens et une masse d'inorganisés. Cet aspect est caché par la presse. C'est normal, le gouvernement craint une UNEF toujours plus attractive, unifiant les forces vives du mouvement étudiant. Il fait donc tout pour en écarter le plus grand nombre, utilisant encore une fois l'anticommunisme. Certes, pour des raisons historiques, les étudiants communistes ont joué un grand rôle, au côté d'autres forces politiques étudiantes, dans le « Renouveau » de l'UNEF notamment. Mais regardons les choses en face. Aujourd'hui, il y a au moins quatre fois plus d'adhérents à l'UNEF qu'à l'UEC. Alors pourquoi nier l'existence des trois quarts de notre organisation ? Notre objectif de fond n'est pas de faire un cartel d'organisations de gauche ou d'extrême-gauche, mais de regrouper la masse des étudiants au sein de l'UNEF. » [...]

CED « L'UNEF est-elle une organisation de gauche ? Quelle est sa position par rapport au « programme commun de gouvernement » ?

R.M : « L'UNEF est une organisation syndicale. Les critères habituels « être de droite, être de gauche » ne s'appliquent donc pas. L'organisation syndicale défend quotidiennement les intérêts des étudiants. Si un étudiant « dit » de droite veut défendre ses intérêts, rien ne l'empêche d'adhérer à l'UNEF. Aucune exclusive n'existe, à condition de respecter la plate-forme de l'organisation. A priori, l'UNEF n'est donc pas une organisation de gauche. Mais elle se heurte en permanence au pouvoir et c'est sur cette base que l'UNEF soutient et défend le Programme commun de gouvernement.

Interview de René Maurice au Crayon entre les dents, mensuel des étudiants du CERES, avril 76 (sur le site)

Même si elle en constitue un aspect central, l'histoire « politique » de l'UNEF ne peut pas être réduite à celle des étudiants communistes, ou à ses rapports l'UEC ou avec le parti communiste. L'ambition de construire une « organisation syndicale de masse » conduisait nécessairement à rassembler des étudiants au-delà d'un courant de pensée et, dans ce cas précis, de la sphère communiste. Cette ambition fut plus ou moins affirmée, et plus ou moins réalisée, selon les périodes, ne serait-ce que parce qu'elle se heurtait à une aspiration contradictoire : garder le contrôle de l'organisation. Les non-

communistes ont-ils vraiment représenté, comme le déclarait René Maurice en 1976, jusqu'aux « trois quarts de l'organisation »? C'est presque impossible à vérifier. Mais de nombreux éléments (presse, témoignages, publications de parti, etc.) que les non-communistes ont joué un rôle important dans l'UNEF, tant au niveau des AGE qu'au niveau national.

DEFINITIONS ET QUESTIONS

Il faudrait d'abord s'entendre sur ce qu'on englobe dans la catégorie « non-communistes ». Au sens large, cette catégorie peut inclure tous les adhérents de l'UNEF qui n'étaient pas par ailleurs membres de l'UEC ou du PCF. Cette définition, qui a l'avantage d'être précise, a l'inconvénient d'inclure des « communistes non-encartés » ou « communistes de fait », c'est-à-dire des adhérents qui, sans avoir rejoint l'UEC ou le PC, partageaient l'essentiel de leurs convictions (on évitera le terme de « crypto-communiste », qui prête à polémique). Il faut ajouter le cas des « compagnons de route » et autres « démocrates de progrès » qui sont une des constantes du mouvement communiste.

Même si on en exclut (un peu arbitrairement) la catégorie des « communistes de fait », la catégorie des non-communiste est très hétérogène. Elle englobe aussi bien des adhérents «sans parti» ou inorganisés qui n'étaient membres d'aucune organisation politique, que des adhérents de l'UNEF membres d'autres organisations politiques (socialistes, trotskistes, etc.). De plus, certaines familles de pensée, tout en ayant une certaine cohérence, comme les « chrétiens de gauche », ne correspondaient pas forcément à des organisations ou à des partis

S'agissant des adhérents «sans parti», l'histoire en sera sans doute utile et passionnante. Mais elle est très difficile à entreprendre, autrement que par des biographies individuelles et des éléments anecdotiques, ou de celui de certaines AGE dans lequel la présence non-communiste a été plus importante ou majoritaire.

Il reste donc le prisme des familles de pensées plus organisées. On est obligé de l'utiliser avec deux réserves. D'abord, parce qu'il est forcément déformant, et ne rend pas justice aux nombreux adhérents qui ne reconnaissent pas dans une formation politique précise. Ensuite, puisqu'à la différence de l'UNEF-US puis de l'UNEF-ID, l'UNEF a toujours refusé l'organisation en tendances. Il n'y a donc pas de décompte officiel de telle ou telle composante, même, si on peut trouver, à différents moments, la trace de tractations « arithmétiques » dans la composition du bureau national (au moment du Renouveau, dans les discussions avec le CERES ou, dans les années 90, sur la présence de « l'opposition ») et de discussions avec des groupes organisés.

Ces réserves étant faites, on peut livrer une chronologie à grands traits de la présence non-communiste dans l'UNEF.

JALONS CHRONOLOGIQUES

LA FAMILLE DU RENOUVEAU (1971-75)

Lors du Renouveau, les étudiants communistes, qui constituent la force centrale au sein du mouvement de relance de l'UNEF comme organisation syndicale, cherchent à éviter l'impression d'une organisation dominée par un parti et, dès lors, à élargir le spectre à d'autres courants politiques. Ces forces d'appoint recoupent en partie celles de l'Union de la Gauche naissante (socialistes « conventionnels », radicaux de gauche) auxquelles s'ajoute une composante particulière, les « chrétiens ».

Les «Conventionnels»

Les « Conventionnels » (les membres de la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand) jouent un rôle signalé dans le congrès du Renouveau du 5 au 7 mars 1971. Leur présence est largement mentionnée dans la presse qui couvre le congrès et dans les déclarations officielles. Ils représentent 4 ou 5

membres sur 26 dans le bureau national¹. Le secrétaire général, Yves Luchaire, en est issu. On note aussi la présence de Gilbert Mitterrand (un des fils de François Mitterrand) et de Gilles Catoire.

Ce rôle est paradoxal, dans la mesure où la CIR est une toute petite organisation. En 1971, la famille socialiste est affaiblie et divisée, en encore plus en milieu étudiant. Le PSU a volontairement abandonné l'UNEF après le congrès d'Orléans pour se lancer dans la chimérique création d'un « mouvement politique de masse ». Ses positions le rattachent plus à la mouvance « gauchiste ». Les Etudiants Socialistes, pour leur part, après avoir un temps semblé vouloir rejoindre le Renouveau, ont finalement refusé de participer aux deux congrès tenus en 71 (à l'exception, semble-t-il, de quelques dissidents qui ont rejoint le Renouveau)². La présence des « Conventionnels » a semble-t-il été l'objet d'une négociation : d'après Roger Fajnzylberg³, c'est Maurice Benassayag qui aurait l'interlocuteur sur cette question dans l'entourage mitterrandien.

On a peu d'informations -et on aimerait en savoir plus !- sur le sort de ces « conventionnels », et plus généralement des socialistes « mitterrandistes » dans l'UNEF dans les années 1971-75. Leur présence était-elle essentiellement symbolique, voire « décorative », ou ont-ils joué un rôle significatif dans les orientations et pratiques de l'organisation? La CIR se fonde dans le parti socialiste au congrès d'Epinay du 11 au 13 juin 1971. A l'UNEF, dès l'année suivante, Yves Luchaire cède son poste de

¹ Selon les sources, il s'agit de 4 ou 5. Voir Frédéric Gaussen « Les deux UNEF », *Le Monde*, 11 mars 1971, qui cite le chiffre de cinq.

² Id.

³ Témoignage Fajnzylberg rapporté par Frédéric Genevée.

secrétaire général. Bien plus tard, en 1975, les mitterrandistes tentent de lancer leur propre syndicat étudiant, le COSEF, avec un succès limité⁴.

Les radicaux de gauche

Les radicaux de gauche⁵ sont également présents dans l'UNEF dans la première moitié des années 1970. Plusieurs témoignages signalent par exemple la présence de radicaux de gauche au bureau national élu au 60^{ème} congrès, en mars 72, notamment en la personne de Nicole Chambon⁶. D'après Robi Morder, les radicaux de gauche auraient été présent dans le renouveau dès 1971⁷. Comme l'a noté le même auteur, la composition de l'UNEF à ce moment-là préfigure en quelque sorte celle du « programme commun », signé le 27 juin 1972 entre le PC, le PS, et les Radicaux de Gauche. En 1976, les radicaux de gauche, qui créent une branche étudiante, signalent que leurs adhérents se partagent entre l'UNEF, l'UNEF-US et le COSEF.⁸

⁴ https://www.lemonde.fr/archives/article/1975/11/11/les-projets-de-creation-d-un-nouveau-syndicat-etudiant_2585102_1819218.html

⁵ Le Parti Radical de Gauche est fondé en 1972, par une scission de l'aile gauche du Parti Radical. Il devient le MRG en 1973.

⁶ Témoignage d'Etienne Andreux « Alors... alors on avait dans le Bureau National de l'UNEF un Radical de Gauche, deux Radicaux de Gauche, Leduc qui s'appelait et puis on a eu Nicole Chambon après, hein, au début que j'étais là on a même eu... on avait les... les gens de la, parce que l'UNEF-Renouveau s'était fait avec la Convention des Institutions Républicaines, le courant de Mitterrand on avait Luchaire qui était là, le fils du professeur de droit, avait du Conseil Constitutionnel qui était présent » (Note : il pourrait s'agir de Jean François Auduc, présent au BN en 1972). D'après Guy Konopnicki, cependant, N. Chambon n'avait pas d'affiliation politique spécifique. Témoignage Konopnicki sur Facebook.

⁷ Robi Morder « Il y a 50 ans, la scission de l'UNEF » (2), 14 février 2021, <http://www.germe-inform.fr/?p=4195>

⁸ https://www.lemonde.fr/archives/article/1976/11/06/les-radicaux-de-gauche-creent-une-organisation-d-etudiants_2946861_1819218.html

Aux radicaux de gauche, il faut ajouter des « divers gauche », présents à différents niveaux de l'organisation. Par exemple, un certain François Hollande⁹ (qui n'est pas membre de l'UEC et qui n'a pas encore adhéré au parti socialiste) est également dirigeant puis président de l'AGE de Sciences Po aux alentours de 1973-74¹⁰. Les versions divergent sur les circonstances de son élection, mais la version la plus courante est que les socialistes et les communistes, qui n'arrivaient pas à s'entendre, avaient fait le choix d'une personnalité neutre pour diriger l'AGE.¹¹

Les chrétiens de gauche

Comme celles des « conventionnels », la présence des « chrétiens » a été abondamment signalée dans la communication lors du congrès du Renouveau¹². Et René Maurice fait encore référence à la présence des chrétiens en 1976 dans *L'UNEF ou le pari étudiant* (voir encadré). Comme pour les socialistes et les radicaux, il est difficile de savoir quel est leur poids exact dans l'UNEF, et même encore plus, puisqu'il s'agit d'un courant de pensée (on ne prend pas sa carte !). Fait intéressants, cette présence semble antérieure aux signaux d'ouverture du PCF vers les chrétiens, qui semblent culminer vers 1976-77, lorsque le PC domine la gauche et cherche à élargir

⁹ <https://www.emilemagazine.fr/article/2020/1/27/rencontre-exceptionnelle-avec-francois-hollande>

¹⁰ Nous n'avons pas retrouvé la date exacte. Il a reçu son diplôme en 1974.

¹¹ Différentes versions circulent sur son accession à la présidence d'AGE. Comparer <https://www.lesinrocks.com/actu/je-ne-pensais-pas-que-hollande-baisserait-les-bras-a-ce-point-7432-11-05-2013/> et <https://www.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161125.OBS1719/les-bonnes-feuilles-de-l-histoire-du-jeune-et-ruse-francois-hollande.html>

¹² Yves Agnes « L'UNEF-rénovée ne veut pas être l'UNEF communiste », *Le Monde*, 9 mars 1971

encore son influence (« Nous ne déclarerons jamais la guerre à la religion », déclarait Georges Marchais en 1976¹³).

Ces chrétiens ne sont pas forcément membres d'une organisation. On n'a pas de traces, par exemple, de relations suivies entre l'UNEF et la JEC. Cette organisation semble avoir davantage été liée à la « deuxième gauche » et à la CFDT¹⁴. Il est plus fréquent, en revanche, que les chrétiens de l'UNEF soient passés par le MJRCF (l'ex-jeunesse agricole chrétienne) ou par la JOC, qui sont sociologiquement et politiquement plus proches des communistes¹⁵. Par ailleurs, la qualité de chrétien n'exclut pas l'appartenance à une organisation politique (même si le PCF n'abandonne officiellement la condition d'athéisme qu'en 1979).

Une chose est sûre : des « cadres » importants de l'UNEF sont issus du courant chrétien. Deux secrétaires généraux, Bernard Huvet (élu SG au congrès de Lyon en mars 1975) et Etienne Andreux (trésorier en 1975, puis élu secrétaire général au congrès de Toulouse en mai 1976), viennent des milieux catholiques pratiquants et ont fréquenté le « petit séminaire ». A la présence d'Etienne Andreux s'ajoute celle de son ami Dominique Fontaine. Fontaine, président de l'AGE de Nancy, est membre du secrétariat national de 1975 à 1977, en parallèle à ses études de séminariste (ils ont fréquenté le même « petit séminaire » lors de leur adolescence). Même s'ils n'en étaient pas membre au départ, Dominique Fontaine et Etienne Andreux ont adhéré à l'UEC et au PC. Dominique Fontaine devient prêtre quelques années plus tard¹⁶. La présence des chrétiens était particulièrement forte à Nancy (une des AG les plus importantes de

¹³http://referentiel.nouvelobs.com/archives_pdf/OBS0605_19760614/OBS0605_19760614_034.pdf

¹⁴ Sur les non-rapports entre la JEC et les communistes, voir témoignage de Jean Pierre Sueur : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-3-page-137.htm>

¹⁵ Les archives de la JOC contiennent un dossier sur les relations avec l'UNEF, auquel il n'a pas encore été possible d'accéder.

¹⁶ A la demande de la hiérarchie catholique, il quitte au préalable le PCF.

l'UNEF), où ils auraient représenté environ la moitié des adhérents dans les années suivant le renouveau.¹⁷

Le rôle des « chrétiens » (qui semblent surtout être catholiques) dans l'UNEF des années 1970 interroge. Pourquoi ont-ils fait le choix de militer à l'UNEF plutôt qu'à la JEC, par exemple ? Peut-être que l'UNEF était simplement la seule organisation à faire un véritable travail syndical concret. Et l'UNEF-US n'était guère une option, compte-tenu de l'anticléricalisme de l'OCI. On-t-ils vraiment consisté une mouvance distincte des communistes, ou un « sas » d'entrée vers le militantisme communiste ? Pour les dirigeants, c'est plutôt la deuxième hypothèse qui semble à privilégier.

A noter qu'il n'est plus guère question des « chrétiens » (en tant que composante collective) dans l'UNEF après la décennie 70. Mais on trouve encore des dirigeants de l'UNEF qui sont passés par le MJRCF (comme Ronan Kerrest) ou qui se définissent comme chrétiens de gauche sans appartenir au parti communiste (comme Jean-François Courtille, BN 1987-88).

LE RENOUVELLEMENT DE LA FAMILLE NON-COMMUNISTE (CERES, LCR, ETC.) (1975-1987)

Au milieu des années 1970, alors que les « mitterrandistes » semblent se détourner de l'UNEF (avec la tentative de création du COSEF en 1976), deux courants politiques renouvellent le paysage « non communistes » au sein de l'UNEF : le CERES et certains trotskistes de la LCR.

Le CERES

En 1975, les étudiants socialistes du CERES décident d'adhérer collectivement à l'UNEF-Renouveau. Ils sont en délicatesse avec la direction mitterrandienne du PS

¹⁷ Mémoire Etienne Bordes. Voir aussi aussi le témoignage de Bernard Friot : <https://www.revue-ballast.fr/bernard-friot-christianisme-et-communisme-1-2/>

qui a après la rupture Mitterrand-CERES « dissout » les Etudiants Socialistes et confie une mission de reprise en main à Edith Cresson¹⁸. La lune de miel entre le CERES et la direction de l'UNEF est relativement courte. Si les premiers numéros du *Crayon entre les dents* (le journal de Socialisme et Université, dont les animateurs seront Laurent Tirard (futur Joffrin) puis Patrick Weil) consacrent de longs développements à l'UNEF, et donnent notamment la parole à René Maurice, puis à Jean-Luc Mano, les relations se tendent sous la présidence Mano. Les étudiants du CERES comment alors à dénoncer régulièrement le manque de pluralisme de la direction ou ses pratiques « antidémocratiques », en compagnie des communistes critiques et, après 76, des étudiants de la LCR. Ils sont également critiques sur les relations internationales et la présence au congrès de délégations d'organisations venues de l'autre côté du « rideau de fer ».¹⁹

Les étudiants du CERES sont présent par intermittence dans la direction. Les étudiant du CERES rentrent au BN au 63^{ème} congrès à Toulouse (1976). A la fin du congrès de Nancy, les quatre étudiants du CERES quittent la direction (1977)²⁰. En 1978, les étudiants CERES tiennent une conférence de presse pour dénoncer les « pratiques antidémocratiques » de la direction²¹. Au congrès de Villetaneuse (1979), le

¹⁸ Voir, sur la saga des Etudiants Socialistes et de leurs relations tumultueuses avec le PS, Argibay Camilo, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, 2014/4 (n° 97), p. 87-108. DOI : 10.3917/gen.097.0087. URL : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2014-4-page-87.htm>

¹⁹ Voir le *Crayon entre les dents*, numéro d'octobre-novembre 1976, reproduit sur le site : <http://unef.org/1976/cr63crayon.pdf>

²⁰ Bordes, p. 59, citant un article de l'Humanité du 25 mai 1977, et l'interview d'Etienne Andreux : c'est Andreux qui mentionne le chiffre de 4 membres du BN sortant ; Philippe Boggio « Les étudiants du CERES refusent de participer à la direction de l'UNEF », *Le Monde* 25 mai 1977

²¹ Philippe Boggio, « LES " OPPOSITIONNELS " À L'INTÉRIEUR DU SYNDICALISME ÉTUDIANT Des adhérents de l'UNEF accusent la direction nationale de " pratiques antidémocratiques » *Le Monde* 20 janvier 1978

CERES et d'autres opposants tiennent également une conférence de presse parallèle, toujours pour dénoncer des problèmes de fonctionnement²². Les étudiants du CERES, qui s'expriment par la voix de Patrick Weil, posent comme condition à leur entrée dans la direction l'adoption d'un règlement intérieur -revendication qui sera finalement satisfaite²³. Au niveau local, les étudiants du CERES sont notamment majoritaires à l'AGE de Sciences Po (jusqu'en 1979-80, lorsqu'une grande partie quittent le CERES puis l'UNEF, une partie importante de l'AGE passant à l'UNEF-ID fin 80). Ils sont aussi très bien représentés à l'Union des Grandes Écoles, organisation « sœur » de l'UNEF, et sont à deux doigts d'y devenir majoritaires vers 79-80.

Dans ses bisbilles avec la direction de l'UNEF, le CERES est parfois rejointe par les communistes critiques de diverses obédiences. Un des plus vocaux d'entre eux, à l'époque, est Paul Robel, étudiant en médecine, membre du bureau national et futur élu au CNESER. Présenté comme proche d'Henri Fizbin, il prend à plusieurs reprises position dans la presse pour critiquer les liens entre l'UNEF et le PCF, ce qui lui vaut plusieurs fois de figurer dans les colonnes du *Monde*²⁴. En 1982, il intervient aussi au congrès de l'UNEF-ID pour dénoncer la « courroie de transmission » et appeler à la reprise du dialogue entre les deux UNEF. D'après le témoignage a posteriori de Philippe Campinchi, Paul Robel était en fait un militant « infiltré » de l'OCI.²⁵

²² Le 65^{ème} congrès de l'UNEF : la direction accusée d'éliminer ses opposants, *Le Monde*, 20 Février 1979

²³ Décidé par le 65^e Congrès à Villetaneuse en Février 1979, le règlement est voté par le CN des 16 et 17 juin. Voir la partie « statuts » du site [unef.org](http://www.unef.org)

²⁴ Voir notamment la tribune dans le *Monde* : https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/12/27/un-toit-pour-tous_2985766_1819218.html

²⁵ Voir <http://www.germe-inform.fr/?p=527>

Le CERES réintègre finalement la direction, puisqu'il y est présent lors du congrès de Reims (1980), notamment en la personne de Tristan Malle²⁶, membre du bureau national²⁷. Lors du congrès, une partie des délégués du CERES quittent la salle. Au congrès suivant, à Villeurbanne en Novembre 1981, les étudiants socialistes, à majorité du CERES, sont à nouveau dans la direction (9 membres du BN sur 31). Les étudiants du CERES sont de nouveau présent au bureau national de l'UNEF jusqu'en 1985, au congrès de Colombes²⁸, après un congrès très critique vis-à-vis du gouvernement, que les communistes ont quitté quelques mois plus tôt. Henri Krasucki, invité du congrès²⁹, prononce notamment un discours très offensif contre la politique gouvernementale.

Dans le domaine de l'éducation, les relations ne sont pas non plus au beau fixe. L'UNEF, qui a globalement soutenu la réforme Savary, est en revanche très critique à l'égard de la politique jugée « élitiste » de Jean-Pierre Chevènement. Entre 85 et 86, quelques étudiants du CERES sont encore dans l'UNEF, comme Daniel Beliki, qui alerte les jeunes militants de l'AGE de Nanterre sur le projet Devaquet. A Paris I-Tolbiac, 3 chevènementistes adhèrent à l'AGE en 1985 sans mentionner leur appartenance en 1986. L'un d'entre eux, le future député LREM Guillaume Vuilletet,

²⁶ Président l'AGE de Sciences Po. Il est devenu par la suite responsable du syndicat FO des journalistes.

²⁷ Et rédacteur en chef d'UNEF inform. Voir : http://www.inrp.fr/presse-education/revue.php?ide_rev=1382&LIMIT_OUVR=2790

²⁸ Témoignage Genevée

²⁹ Ce n'était pas sa première invitation. Il était déjà intervenu au congrès de Nanterre en 1973. Voir Villa, p. 48

est élu au CEVU en décembre 1985.³⁰ En mai 1987, les chevènementistes rejoignent Didier Leschi à l'UNEF-ID au congrès de Nanterre.³¹

Au total, le CERES a été présent à l'UNEF pendant plus d'une décennie, ce qui est considérable. Mais là encore, on en sait finalement assez peu sur son influence exacte : « mouche du coche » cantonnée au rôle d'opposant perpétuel, ou composante ayant pesé sur les orientations de l'UNEF ? Et on en sait encore moins sur son rôle au niveau local, dans les différentes AGE.

Les autres courants non-communistes

Après le départ du CERES, au moins deux forces politiques non communistes sont encore présentes dans l'UNEF : les socialistes « poperénistes »³² et des étudiants de la LCR (et/ou des JCR, on nous excusera d'utiliser les termes l'un pour l'autre, ce qui relève de l'approximation). Dans les deux cas, les effectifs sont réduits. Si l'épisode « poperéniste » sera relativement court, la présence de la LCR sera durable et jouera un rôle important dans la fin de l'UNEF.

Les poperénistes

Les poperénistes comptent un dirigeant au bureau national en 1988 (Frédéric Vallat, de l'AGE-UNEF Sciences Po, puis Dauphine). Sa présence donne lieu à un épisode cocasse, puisqu'il appelle à voter... André Lajoinie au premier tour de l'élection présidentielle. Mais il se fait aussi remarquer par son travail au service des étudiants étrangers, dans l'UNEF puis à Intercapa. Il fait partie des dirigeants « purgés » au congrès de Toulouse (1990). Dans les années 1990, les poperénistes continuent d'être présents à l'AGE de Sciences Po (notamment autour d'Emmanuel Maurel et

³⁰ Liste des élus aux conseils de Paris I. Document fourni par Frédéric Genevée.

³¹ Villa, p. 73

³² Précisons, « pour la moralité des débats », que l'auteur de ces lignes a appartenu au courant « poperéniste ».

Johanna Barasz), jusqu'à la quasi-disparition de l'AGE fin 95 début 96 (avec la scission et la création de « Sud Etudiants », notamment à l'initiative de Xavier Brunschwig). La tradition se poursuit également à Paris IV, avec Philippe Lieutaud, président d'AGE et membre du bureau national.

La LCR

En 1976, la LCR décide de réintégrer le syndicalisme étudiant, dont elle (ou les organisations qui l'ont précédée) s'est tenue à l'écart depuis 1968.³³ Ce retour se fait principalement dans le cadre du MAS, syndicat étudiant créé en avril 1976 avec le soutien de la CFDT et du PSU, que des militants étudiants de la LCR rejoignent en novembre 1976 au congrès de Lille³⁴. Mais des étudiants de la LCR adhèrent également à l'UNEF. La direction de l'UNEF ne voit pas cette arrivée d'un très bon œil. En 1978, dans le cadre de la conférence « oppositionnelle » déjà citée, les opposants dénoncent des refus de cartes aux militants de la LCR et des tentatives d'exclusion. La direction, par la voix de Jean Luc Mano, réitère que l'adhésion à l'UNEF ne peut être refusée pour des raisons d'appartenance politique, mais justifie les " exclusions prononcées contre des adhérents favorables au droit de tendance à l'UNEF ". Ces exclusions provoquent parfois une gêne des militants locaux qui doivent mettre en œuvre ces consignes³⁵.

Même après la création de l'UNEF-ID en 1980, et la création de PSA en 1982 (dans laquelle ils sont également présents) des militants de la LCR/JCR restent présents dans de l'UNEF. C'est notamment un membre de la LCR, Vincent Guicharnaud, président de l'AGE de Limoges et membre du BN, qui est un des premiers suggérer la ligne du retrait du projet Devaquet en 1986. L'AGE de Limoges sera un des premières à s'engager dans le mouvement. C'est aussi une des AGE qui critiquent le soutien public

³³ Jean Paul Salles *La Ligue communiste révolutionnaire*, p. 183-227, <https://books.openedition.org/pur/21302>

³⁴ *Id.*

³⁵ Témoignage François Bonnarel sur le groupe Facebook

de certains membres du BN, dont le président, à la candidature d'André Lajoinie à la présidentielle de 1988.³⁶

Au congrès de Toulouse en 1990, la présence des militants JCR/LCR est encore limitée, avec trois délégués dans la salle³⁷, et un venu en observateur pour une autre organisation. Mais dans la décennie suivante, des militants de la LCR jouent un rôle plus important au sein de « l'opposition ».

« L'OPPOSITION » (1990-95)

Après la « purge » du congrès de Toulouse et la reprise en main de la direction de l'UNEF par l'UEC, une « opposition » cherche à se structurer au sein de l'UNEF. Les dirigeants écartés ou marginalisés au congrès de Toulouse ou dans la foulée étaient pour beaucoup des communistes devenus critiques à l'égard de l'UEC. Même si certains restent au départ dans l'UNEF (comme Isabelle Bucher, présidente de l'AGE de Nanterre) la génération de Toulouse quitte progressivement le syndicalisme étudiant, soit pour entrer dans la vie professionnelle, soit par lassitude vis-à-vis de l'attitude de l'UEC et du PCF). Elle est remplacée par des militants de différents horizons : trotskistes JCR/LCR, JCR « Egalité », libertaires (et notamment militants de l'Alternative Libertaire, créée en 1971), socialistes, divers « gauche de la gauche », ex-communistes et communistes critiques, « divers gauche »³⁸, etc. Il s'agit souvent de militants minoritaires au sein de leur organisation (les poperénistes) ou en marge de celle-ci (à la LCR, par exemple, la priorité de l'organisation est plutôt l'UNEF-ID)³⁹.

³⁶ Lettre du bureau de l'AGE de Limoges au BN du 4 mai 1988. Sur le site web <http://limoges.unef.org>

³⁷ Témoignage Schultz à Morri

³⁸ Voir témoignage Jean-Daniel Lévy à la CME, qui note avec amusement que son absence d'appartenance à une organisation politique précise est une source de confusion

³⁹ Témoignage Schultz à Morri ; témoignage Jean-Daniel Levy sur le site de la CME

La montée en puissance de la LCR

La présence des militants LCR est importante à Paris I, qui est un des bastions de « l'opposition » avant la reprise en main de l'AG par l'UEC en 1994, et significative à l'AGE de Sciences Po, du moins chez les dirigeants (trois présidents d'AGE sur quatre -Eric Schultz, Sophie Camard et Amaelle Guitton- en seront issus entre 1990 et 1995, alors même que très peu d'adhérents sont membre de la LCR ou des JCR). A partir de 1990, il faut également mentionner la présence des JCR Egalité (à l'origine organisation de jeunesse de la LCR)⁴⁰, qui sont notamment bien implantés dans les AGE de Rouen, Caen et Reims.

De façon générale, c'est une période où LCR a le vent en poupe, comme en témoignent son rôle dans le mouvement de décembre 1995, puis le score d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2002. Le même Olivier Besancenot, d'ailleurs, était adhérent de l'UNEF à Nanterre, et il est intervenu au congrès de Montpellier en 1995.⁴¹

EPILOGUE : LES DERNIERES ANNEES DE L'UNEF

L'histoire des dernières années de l'UNEF, et du rôle des non-communistes, et particulièrement de la LCR, a déjà été en grande partie faite dans le témoignage d'Emmanuel Lyasse publié sur le site.⁴² Faute de pouvoir y ajouter, dans l'immédiat, quoi que ce soit d'utile, on la remettra à plus tard.⁴³

⁴⁰ Exclue en 1993, cette organisation forme ensuite la base de la « Gauche révolutionnaire »

⁴¹ Témoignages Eric Lafon et Eric Schultz

⁴² Voir les développements sur ce point sur le site d'Unef.org, ainsi que la version longue dans le témoignage d'Emmanuel Lyasse

⁴³ Disons simplement, pour le résumer à grands traits, que la LCR y fera preuve d'atermoiements, certains de ses militants se retirant de l'UNEF pour participer à la création de SUD, ceux qui restent

Au total, deux constats s'imposent: d'une part, l'histoire des non-communistes au sein de l'UNEF est encore mal connue, et on espère qu'elle sera enrichie, dans les prochaines années, par les documents et les témoignages, notamment sur le niveau local. D'autre part, les éléments parcellaires qu'on a retracés montrent que ce rôle n'a pas été négligeable, et qu'il mérite qu'on s'y intéresse.

7 mai 2021

Initialement publié dans le numéro 4 de notre bulletin

manifestant peu d'intérêt pour l'Union Nationale, avant de revenir in extremis sur le devant de la scène en votant pour la « réunification » avec le bloc dirigeant issu de l'UEC.